

## Bulletin d'information

26 novembre – 03 décembre 2007

### Journée mondiale du SIDA

#### La FAO

Le vendredi 30 décembre à l'occasion de la commémoration de la journée mondiale du SIDA, l'**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)** a procédé à une distribution de semences horticoles et d'outillage maraîcher pour les associations des familles vivant avec le VIH/SIDA à Bangui.

Cette opération conjointe avec le **Comite National de Lutte contre le SIDA (CNLS)** de Bangui a permis de toucher 19 associations constituées de 701 personnes. Dans un même temps, 31 groupements maraîchers de Bangui, composés de ménages vulnérables recevaient le même appui permettant ainsi à 956 ménages de pratiquer les cultures horticoles pour la contre saison, améliorant ainsi la qualité du bol alimentaire et leur permettant de commercialiser des légumes pour générer quelques revenus au niveau du ménage.

Cette action a été répliquée dans les capitales des préfectures les plus fortement touchées par la pandémie. Un total de 6.000 familles vulnérables recevra ainsi un appui grâce à un financement du Gouvernement Suédois. Ces opérations de distributions rentrent dans un cadre plus général de culture de contre saison, où en plus des 6.000 familles touchées par le VIH/SIDA, 15.000 autres ménages dans la région du nord recevront un appui pour le maraîchage.



Distribution d'outils et de semences à Bangui le 30 novembre

#### Le groupe de ComSNU en RCA

Le groupe de communication du Système des Nations Unies en République Centrafricaine s'est exprimé à cette occasion.

Dans un communiqué de presse dédié à cette journée, le groupe a souligné les effets du SIDA sur le développement qui sont pernicieux.

*« ...toute la population, ainsi que tous ses partenaires doivent s'engager dans la lutte contre l'épidémie...En RCA et ailleurs, le SIDA touche chaque aspect de la vie.*

*Dans cette optique nous devons également témoigner de la compassion et de l'empathie envers les réfugiés et personnes déplacées internes déjà vulnérables par les traumatismes de guerre, de la violence et des persécutions en général et du VIH/SIDA en particulier.*

*Le SIDA n'est pas uniquement l'affaire des politiciens. Cela concerne les chefs religieux, la communauté, les leaders de la jeunesse, les cadres supérieurs et les dirigeants des syndicats. Cela concerne les personnes vivant avec le VIH, leur famille et leurs amis. Cela vous concerne, me concerne...pour éliminer la stigmatisation et la discrimination et préconiser davantage de ressources pour s'attaquer au sida...Ce n'est qu'alors que nous pourrions espérer réaliser l'objectif mondial de l'accès universel à la prévention, au traitement, à la prise en charge et à l'appui en matière de VIH »*

### ACTED de nouveau en RCA

L'**Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED)** avait effectué deux missions d'évaluation en juin et en juillet dans la Préfecture de la Nana-Gribizi.

De retour dans le pays depuis le 23 novembre 2007, ACTED projette sous financement ECHO d'améliorer les conditions de vie des populations de la Nana-Gribizi par la réhabilitation des axes routiers prioritaires : Mbiti-Kaga-Bandoro et Ouandago (nord-est).

Cette réhabilitation routière s'effectuera avec la participation de la population vivant le long de ces axes par le système du « cash for work » (argent contre le travail). ACTED contribuera ainsi à réduire la vulnérabilité de la population et facilitera en outre l'accès aux humanitaires dans cette zone.

L'objectif de l'organisation est de poursuivre cette action d'une part sur les axes Ouadda-Sam-Ouandja et d'autre part sur les axes Ndélé-Birao (nord-est).

### Les UN aux cotés de la FOMUC

Le **Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR)** et le **Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)** s'engagent aux cotés de la **Force multinationale de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (FOMUC)** afin

d'accompagner le processus de consolidation de la paix et le renforcement des droits des personnes, des enfants et d'autres groupes rendus vulnérables par la situation du conflit armé en République centrafricaine.

Lors d'une formation conjointe, organisée à Bangui les 26 et 27 novembre 2007 dernier à la demande de la FOMUC, le HCR et l'UNICEF ont réaffirmé les principes directeurs relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays et notamment des enfants affectés par les conflits armés et les catastrophes naturelles ou humaines. « *Cet atelier laisse entrevoir de bonnes perspectives pour le renforcement de la coopération des agences du système des Nations Unies avec les autorités centrafricaines et les forces de maintien de la paix pour garantir la sécurité des populations en détresse.* », a affirmé la Chargée de Protection du HCR. Le Représentant de l'UNICEF en RCA a expliqué que les enfants étaient les premières victimes en période de conflit.

Au cours de cette formation le HCR et l'UNICEF ont évoqué les questions relatives aux Droits de l'Homme et au Droit international humanitaire, ainsi que le cadre juridique de la protection des déplacés internes et la réponse nationale et internationale face au problème du déplacement.

## Outil d'évaluation rapide initiale

Du 28 au 31 novembre 2007, un atelier de formation sur l'utilisation de l'outil d'évaluation rapide initiale (IRA-Initial Rapid Assessment) a réuni à Bangui certains acteurs actifs dans les secteurs de l'eau et assainissement, nutrition et santé.

Cet outil a été élaboré grâce à des consultations inter-organismes et un examen approfondi des instruments d'évaluation existants. Il constitue une synthèse davantage qu'une création. Cet outil entend fournir un cadre permettant d'accélérer et d'améliorer une évaluation multisectorielle. Le but sera ainsi d'améliorer les évaluations de l'année en cours et de contribuer sous l'égide du Comité Permanent inter-organisations à élargir l'action inter-groupes afin d'harmoniser l'évaluation des urgences.

L'outil a d'abord été conçu pour les crises récentes et brutales. Il peut cependant être appliqué dans des territoires nouvellement accessibles, qui ne l'étaient pas auparavant pour des raisons de sécurité, de conditions climatiques, de contraintes logistiques, ou dans le cas d'urgences chroniques affectées par un choc soudain ou une détérioration de la situation.

C'est ainsi que du 2 au 6 décembre, une équipe mixte composée des institutions gouvernementales

nationales, des Nations Unies et d'ONG s'est rendue à Paoua (nord-ouest, situation relativement calme) afin d'appliquer l'outil qui se présente sous forme de questionnaire auprès de certains ménages de la localité. Le but était avant tout de voir si cet instrument pouvait être utilisé dans le contexte actuel de la Centrafrique et s'il est nécessaire d'améliorer ou d'ajuster certains points de l'outil.

Cet outil devrait être mis à disposition de la communauté humanitaire en RCA en début 2008.

## Rapport du SGNU sur la RCA

« *La responsabilité première d'améliorer les conditions du pays repose sur le Gouvernement et le peuple de la République Centrafricaine* », a souligné, le Secrétaire Général des Nations Unies (SGNU), Ban Ki-Moon dans son dernier rapport au Conseil de Sécurité, rendu public le 05 décembre et qui couvre la période comprise entre juillet et décembre 2007.

« *Je salue les efforts du gouvernement qui, depuis août 2007 a entrepris des actions concrètes afin de contrôler les abus commis par certains éléments des forces de sécurité mais il faudrait qu'il s'attaque plus efficacement à l'impunité* », a déclaré le Secrétaire Général.

Ban Ki-Moon recommande également aux autorités centrafricaine de gérer les finances publiques avec une meilleure transparence et une plus grande implication.

Le Secrétaire Général a aussi appelé les parties à respecter les normes et les règles du droit international humanitaire et à garantir l'accès des travailleurs humanitaires aux populations qui ont besoin de leur aide.

Par ailleurs, il a exprimé son soutien à la proposition d'étendre et de renforcer le mandat de la FOMUC.

« *Je salue également les efforts intensifs visant à déployer une force européenne multilatérale en vertu de la résolution 1778. Cependant, la paix est un préalable afin de faire face aux problèmes socio-économiques qui assaillent le pays* », a-t-il affirmé, avant d'exprimer le souhait que 2008 soit le début d'un dialogue politique inclusif dans l'intérêt du peuple de la République Centrafricaine.

---

Si vous souhaitez soumettre des informations pour la prochaine édition, ou si vous avez des questions ou des commentaires sur ce bulletin, veuillez s'il vous plaît contacter:

**UN OCHA RCA | Gisèle Willybiro**  
willybiro@un.org (courriel) | +236 75 54 90 31